

REGARDS

VISITE AU VIETNAM

Double objectif

Luc Caregari

La visite officielle du grand-duc Henri aura été intéressante sur deux niveaux : la découverte d'un pays en plein essor, malgré les difficultés et les anachronismes dont il souffre à l'intérieur, ainsi qu'une remise à plat des compétences politiques luxembourgeoises.

En Occident, l'évocation du Vietnam suggère de nombreuses significations, qui ont toutes en commun qu'elles n'ont probablement plus grand chose à voir avec la situation actuelle du pays. Après s'être libéré de ses propres mains du joug français, puis américain, après avoir envahi son pays voisin, le Cambodge, pour mettre fin au régime sanguinaire de Pol Pot et de ses khmers rouges - tout en commettant lui même plus d'un crime humanitaire au cours de cette invasion - le Vietnam est en plein changement.

Du pays associé à la guerre américaine, celui qui hante le plus vivement notre subconscient occidental, il ne reste plus grand-chose dans les rues de Hanoi, Hué ou Ho-Chi-Minh-Ville, les trois stations du voyage grand-ducal. Des monuments aux morts aux inscriptions dans une langue qu'on ne comprend pas, des avions de chasse exposés dans le jardin du musée de l'armée à Hanoi, et puis rien. Même si les bombardements américains s'étaient plutôt concen-

trés dans les zones rurales pendant la guerre de 1955 à 1975, le tissu urbain, qui ne fut pas épargné, ne porte de nos jours aucune trace visible. On est loin de certaines villes allemandes, où on peut toujours distinguer à l'oeil nu les zones bombardées au cours de la deuxième guerre mondiale.

Donc, ce pays en guerre, ce peuple héroïque qui se bat contre les puissances coloniales occidentales, cet univers fait de mangroves, de jungle, d'ennemis se cachant sous terre, de pluies incessantes, de folie meurtrière démesurée, n'existe que dans le fantasme occidental. Ce Vietnam, qui a politisé toute une génération de jeunes soixante-huitards, qui a fait prendre conscience de la brutalité et de l'hypocrisie des grands pouvoirs occidentaux, et dont le nom a été porté dans les rues sur des pancartes d'innombrables fois et qui a aussi été l'amplificateur d'un certain anti-américanisme à gauche, ne se trouve nulle part excepté dans l'univers pop occidental qui a fait des films comme « Apocalypse Now », « Full Metal Jacket », ou encore « Platoon » des classiques de son cinéma.

Peut-être est-ce dû au fait que les Vietnamiens prennent leur temps pour redécouvrir leur mémoire, peut-être aussi que cette absence est due au régime politique communiste qui bloque ce mécanisme essentiel. En tout cas, quelques signes font pen-





PHOTOS: LUC CAREGARI

Même sous un régime de parti unique communiste, un monarque peut bien être utile pour ouvrir des portes...

cher plutôt vers l'hypothèse que le processus de valorisation de la mémoire des tragédies du 20^e siècle est en cours, mais que les choses se font à petits pas. Comme par exemple le fait que le boulevard qui traverse l'ancien quartier colonial français soit nommé d'après la plus lourde défaite militaire que les Vietnamiens ont jamais infligé aux troupes françaises : Diên Biên Phu. Ce qui démontre que du moins les « bons vieux temps » de la colonisation française commencent à être digérés.

Loin d'Apocalypse Now

Mais quel est l'état du Vietnam actuel ? Difficile à dire, puisqu'il se situe entre les clichés, parfois rétrogrades, parfois d'un progressisme étonnant. Ainsi, le Vietnam, qui est toujours dominé politiquement par un parti unique communiste, a commencé à ouvrir son économie, et a arrêté ses plans quinquennaux soviétiques, bien avant la chute du rideau de fer. C'est en 1986, lors du sixième congrès du parti communiste, qu'est lancée la politique du « Doi Moi » - renouveau en français. Ce renouveau portait avant tout sur une libéralisation et une ouverture économique. Pourtant, le « Doi Moi » ne doit pas être compris comme un signe d'ouverture idéologique, le régime est resté en place et la situation des droits

de l'homme et des prisonniers politiques (des ONG sur place estiment leur nombre à 62) laisse toujours à désirer, même s'il faut admettre que dans la région, il y a pire que le Vietnam, le Myanmar par exemple. Mais l'incarcération de deux journalistes en 2008, qui a valu au Vietnam une communication du Conseil de l'Europe, démontre que la pression et la censure existent toujours et qu'une liberté de parole axée sur le modèle occidental est loin d'être mise en place.

Côté diplomatique, la situation ne pèse pourtant pas excessivement lourd. Mais, comme l'a formulé le ministre des affaires étrangères Jean Asselborn lors d'une conférence de presse à Hanoi : « En Asie, le droit de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays est sacré. » Donc, on essaie d'en parler le moins possible pour ne pas entraver le business, même si certaines emprises existent. « La stratégie de l'Union européenne est de soumettre les aides publiques au développement à des exigences en matière des droits de l'Homme », a expliqué Asselborn. Une stratégie qui est loin de porter ses fruits, vu qu'on sait la primauté de l'économique sur les belles paroles.

Bref, en tout cas c'est encore une preuve de la nullité du dogme occidental qui veut voir dans chaque ouverture économique un pas vers la

démocratie capitaliste bien de chez nous. Le « Doi Moi » était avant tout une nécessité vitale pour le pays, qui a connu une hyperinflation de 300 pour cent et des quasi-famines vers la fin des années 1980. Après quelques sursauts, pendant lesquels les anciens hardliners furent évincés du bureau politique, le « Doi Moi » a profondément transformé le Vietnam : d'importateur de riz sous l'ancien système, il en est devenu le second exportateur mondial. Le café - du Robusta surtout apprécié en Australie - les fruits de mer, le poivre et les noisettes comptent parmi les autres produits que le pays exporte avec succès, son agriculture générant 21 pour cent du PIB national, tout en employant deux tiers de la population active. C'est le secteur industriel qui, avec presque 40 pour cent du PIB et une croissance industrielle de 14 pour cent, est le plus important du pays. Ce qui explique aussi la présence de Paul Wurth au sein de la délégation commerciale qui a accompagné le grand-duc. Et qui en a profité pour inaugurer ses premiers bureaux à Ho-Chi-Minh-Ville.

Pourtant, il faut y placer un bémol : la majeure partie de ces chiffres est obtenue grâce au secteur de la construction, ce qui n'exclut pas la possibilité d'une bulle immobilière dans le futur - une catastrophe qui est en train de poindre à l'horizon

en Chine, où des villes entières sont construites dans le désert sans que personne n'y vive. Un paradis pour la spéculation, mais aussi un risque énorme pour la population qui devra un jour ou l'autre payer la dette.

Structurellement, l'économie vietnamienne est toujours dominée par les grands groupes publics, même si leur influence est logiquement en berne depuis des années et qu'ils représentent moins de 50 pour cent de la production industrielle depuis les années 2000.

Riz, café, pétrole et poivre.

Les conséquences sur le long terme sont les suivantes : un taux de croissance de 8 pour cent en moyenne depuis 1991, une réduction visible de la pauvreté dans les zones rurales avant tout (de 58 pour cent en 1993 à 14,5 pour cent en 2010) - même s'il faut prendre en compte que la pauvreté est définie différemment de nos standards - et une inflation galopante due à des investissements - surtout étrangers - trop rapides et trop massifs. Conséquence : le dong vietnamien est à 29.000 pour un euro, ce qui présente du moins l'avantage que les Vietnamiens peuvent se contenter de payer leurs achats en billets, les pièces n'existant simplement pas. Même s'il combat activement l'inflation, le gouvernement peine à la

THEMA



contrer, puisqu'elle est due en grande partie à la hausse des prix des matières premières que le pays doit importer, comme les tissus bruts qui seront transformés par l'industrie locale. Son exportation massive de pétrole brut n'est pas suffisant non plus pour contrer cette évolution. S'y ajoute la dette souveraine du Vietnam qui vient d'être dénotée par Standard & Poor's et Fitch, et un déficit commercial extérieur inquiétant (9,5 pour cent du PIB en 2010).

Un renouveau qui creuse les écarts.

Cela n'a pas empêché le Vietnam de devenir pays membre de l'OMC et de l'Asean (Association of South East Asian Nations - une sorte d'union européenne asiatique qui prend un poids grandissant dans la sphère des tractations diplomatiques), dont il a assumé la présidence en 2006. Pour dire l'influence grandissante du Vietnam dans l'économie mondiale, où il tient le 65e rang sur 245 au niveau de la compétitivité, une petite anecdote de Jean Asselborn suffit : « En 2010, Hillary Clinton a effectué plus de visites au Vietnam qu'à Bruxelles. »

Malgré cela, le Vietnam reste toujours un des pays qui reçoit le plus d'assistance publique au développement. Cela tient à plusieurs raisons, la première étant l'écart produit par

les taux de croissance record entre la population rurale et celle des villes, où les gens sont nettement plus aisés et vivent surtout des petites échoppes qui font le charme touristique des vieux quartiers de Hanoi et d'autres villes. La divergence dans les rythmes de croissance produit des inégalités que le gouvernement ne peut pallier. Une autre piste pour expliquer ce paradoxe est le fait que la croissance économique, qui a surtout démarré en 2007, l'année de l'adhésion du Vietnam à l'organisation mondiale du commerce (OMC), dépend toujours très largement des investissements étrangers, ce qui a pour conséquence que les capitaux qui affluent vers le pays sont majoritairement étrangers et profitent moins à la population locale qu'aux grands investisseurs. Et le Vietnam étant économiquement dépendant de ces investissements, la donne n'est pas près de changer.

Enfin, le Vietnam, comme tous les pays présentant de grands écarts de revenus et dominés par un parti unique, souffre d'un grand mal : la corruption massive à tous les niveaux.

Ce qui représente une entrave de taille pour la double mission économique et coopérative luxembourgeoise au Vietnam. « Le gouvernement vietnamien admet que la corruption est un grand fléau », a constaté Asselborn, tout en indiquant

que ce même gouvernement, par son caractère anti-démocratique, favorise ce phénomène. Si, au niveau des échanges économiques, le problème de la corruption reste une affaire à régler entre les différentes parties prenantes, en matière de coopération, les choses se présentent sous un autre jour.

« Nous avons bien sûr une responsabilité envers le citoyen luxembourgeois qui paie ses impôts », a expliqué Marie-Josée Jacobs, la ministre de la famille et de la coopération qui était également de la partie, « c'est pourquoi nous ne versons aucune aide budgétaire au Vietnam ». Par contre, l'argent est utilisé - le plus souvent par le biais d'ONG occidentales - pour des projets précis, qui restent donc contrôlables. Et les sommes sont conséquentes : 42 millions d'euros seront investis dans la coopération avec le Vietnam par le Luxembourg jusqu'en 2015. Au delà de cette date, la ministre ne voulait pas prendre d'engagement précis, car, selon elle, « la coopération n'a pas vocation à durer éternellement et se base aussi sur le principe que nous recevons un retour à nos efforts ». Ce qui n'est pas innocent. Le mécanisme des négociations avec le Vietnam se présente de la façon suivante : avec ses aides à la coopération généreuses, surtout en comparaison des autres pays européens, le Luxem-

bourg « s'achète » une bonne image de marque par rapport aux autorités vietnamiennes, qui, en retour, accorderont une place privilégiée à notre économie nationale dans les négociations économiques.

Bonne image contre bon business.

Du moins, c'est le pari de la politique luxembourgeoise au Vietnam. Point de vue coopération, ça fonctionne aussi à merveille. Les nombreuses visites caritatives effectuées par le grand-duc lui ont valu quelques unes dans les canards locaux, et ont ainsi contribué à l'image de marque du grand-duché en Asie du Sud-Est. Ainsi, la visite officielle a conduit le souverain à l'hôpital Bach Mai de Hanoi, qui est la plus grande infrastructure médicale du pays. Véritable ville médicale dans la ville, Bach Mai est aussi le point de convergence des populations locales qui peinent à obtenir les soins dont ils ont besoin chez eux. De surcroît, le complexe, avec ses 800 médecins et 1.600 infirmières, est un des premiers centres de formation médicale du pays, qui travaille en ce moment à renforcer les structures médicales hors des villes.

C'est sur cet aspect aussi que s'est penché la coopération luxembourgeoise par le biais de sa section de l'ONG Handicap International en fi-

Contrastes ordinaires au Vietnam : Scène de rue à Hanoi, enfants jouant devant les portes d'un orphelinat catholique à Hué et les inondations récurrentes suite à la saison des pluies.



naçant une « spinal recovery unit », une unité spécialisée dans le traitement et la rééducation de patients souffrant de blessures au niveau du dos, le plus souvent des gens paralyés qui viennent de loin. Au Vietnam, ce genre de blessures est particulièrement fréquent, ce qui s'explique aisément une fois qu'on a traversé en taxi la ville de Hanoi avec son trafic chaotique. « Avant, les gens qui avaient un accident de la route, même s'ils n'étaient pas atteints fatalement, mouraient souvent faute de soins », explique le jeune directeur de l'hôpital Bach Mai, Nguyen Thai Yen Huong. Avec l'aide luxembourgeoise, le « Centre national de réhabilitation de l'hôpital de Bach Mai » peut prendre en charge les personnes tétraplégiques sur place et entamer leur rééducation. De plus, des centres spécialisés en province sont installés petit à petit, dans le double but de rendre l'accès plus facile aux populations les plus défavorisées, mais aussi pour désengorger les hôpitaux des grandes villes, qui sont en surcharge permanente.

Pour l'instant, neuf autres centres de réhabilitation existent dans le pays, qui peuvent prendre en charge jusqu'à 700 personnes par an. Tout le personnel médical qui travaille dans ces infrastructures a été formé à l'unité spinale de Bach Mai. Le but à long terme de Handicap Internatio-

nal est surtout de créer une capacité de reproduction des formations et de mettre en place plus de projets de prévention dans la circulation.

Un progrès qui passe aussi par la couverture médicale, que le gouvernement vietnamien entend étendre à la totalité de la population jusqu'en 2015, avec en ce moment un taux d'assurés de 65 pour cent. Un système qui fonctionne surtout grâce aux fonctionnaires qui donnent sept pour cent de leur salaire, le gouvernement encourageant davantage la cotisation bénévole. Ce qui fait bien sur le papier, alors qu'en pratique, selon les dires d'une guide vietnamienne rencontrée à Hanoi, le système ne fonctionnerait pas et serait miné par la corruption.

Cependant, la coopération luxembourgeoise ne se concentre pas uniquement sur le domaine médical, qui ne représente que 15 pour cent des sommes investies. Le reste de l'argent va dans des projets de nature éducationnelle ou alimentaire, comme par exemple la chaîne du froid. Sans oublier des aides ponctuelles comme les 100.000 euros donnés « spontanément » par le grand-duc lors de son passage dans la ville inondée de Hué, où les relents de la catastrophe naturelle qui venait de frapper toute la région étaient encore bien visibles. D'autres projets visités étaient l'école hôtelière soutenue par le Luxem-

bourg, la « Villa Hué », et un orphelinat - forcément catholique - à Hué aussi. Et, bien sûr, il ne faut pas oublier de mentionner la coopération au niveau de la finance, où l'agence de transfert de technologie financière (ATTF) a aidé à former plus de 3.000 ressortissants vietnamiens aux lois de la finance internationale.

Bal tragique à Saigon.

Pour revenir à la mission économique qui se déroulait en parallèle avec la visite du grand-duc - et en même temps au bal tragique à Saigon lors duquel le ministre de l'économie a déserté devant les caméras des journalistes - on ne dispose que des informations officielles. Selon le directeur de la chambre du commerce Pierre Gramegna, elle aurait été un franc succès, débouchant sur la signature d'un « memorandum of understanding » (une sorte de pré-contrat) entre SES et le ministère de la communication pour aider au lancement du deuxième satellite de télécommunications vietnamien - après avoir aidé au lancement du premier. Parmi les autres gagnants figurent Cargolux, qui dessert Hanoi et Ho-Chi-Minh-Ville (centre économique du pays avec ses 10 millions d'habitants), Jan De Nul, qui veut ériger en coopération avec des Taïwanais une usine sidérurgique, et Secalt

- une firme spécialisée dans les monte-charges - qui aurait aussi eu droit à quelques contacts intéressants.

Donc, tout roule au Vietnam ? Pas si sûr que cela. Certes, la majorité de la délégation économique était d'accord pour dire que le remplacement de Jeannot Krecké par Jean Asselborn en dernière minute pour référer devant un séminaire économique à Ho-Chi-Minh-Ville ne ferait pas une grande différence. Mais on ne sait pas si les Vietnamiens le voient du même oeil et ne perçoivent pas dans le brouhaha provoqué par le geste spectaculaire du ministre un signe de faiblesse. Une faiblesse qui se renforce quand on se remémore que les relations avec ce pays sont toujours fragilisés par des liens historiques que l'Occident peine à reconnaître à sa juste valeur. Devant l'académie diplomatique de Hanoi, Jean Asselborn a qualifié la colonisation et les guerres d'« héritage bilatéral qui ne facilite pas le dialogue ». Tout est là-dedans.